



**HAL**  
open science

## Ethique et responsabilité après Tchernobyl - la décroissance contre "l'obsolescence de l'homme"

Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Ethique et responsabilité après Tchernobyl - la décroissance contre "l'obsolescence de l'homme". *Entropia: Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 2006, 1, pp.143-155. hal-00957888

**HAL Id: hal-00957888**

**<https://hal.science/hal-00957888>**

Submitted on 13 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Ethique et responsabilité après Tchernobyl

La décroissance contre « l'obsolescence de l'homme »

Par Fabrice Flipo  
Ingénieur, Philosophe  
Maître de Conférences  
Institut National des Télécommunications  
Fabrice.flipo@int-evry.fr

L'anniversaire des 20 ans de l'accident de Tchernobyl a suscité, et c'est heureux, un grand nombre de reportages et de manifestations diverses. Mais en a-t-on vraiment tiré toutes les leçons ?

La Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières (DGEMP)<sup>1</sup> voudrait nous convaincre que oui, un tel accident ne se produirait pas chez nous : « *L'accident de Tchernobyl, le pire survenu dans le domaine du nucléaire, est la conséquence de dysfonctionnements nombreux et importants : un réacteur mal conçu, naturellement instable dans certaines situations et sans enceinte de confinement ; un réacteur mal exploité, sur lequel des essais hasardeux ont été conduits ; un contrôle de la sûreté par les pouvoirs publics inexistant ; une gestion inadaptée des conséquences de l'accident. Sur tous ces points, les réacteurs occidentaux et notamment français sont très clairement en meilleure situation. On notera à ce titre que l'accident de Three Mile Island survenu en 1979 aux États-Unis sur un réacteur à eau sous pression, de conception similaire à celle des réacteurs d'EDF, n'a de fait pas eu de conséquences sanitaires à l'extérieur du site en raison de l'efficacité de l'enceinte de confinement* »

Cette argumentation comporte plusieurs points clés. La première thèse affirme que l'accident est lié à des manipulations incompréhensibles de la part du personnel de la centrale, ce qui serait impossible chez nous. La seconde thèse est que même si l'accident survient, nous sommes bien mieux préparés et par conséquent les impacts sur la société seront limités. La troisième thèse est la conséquence des deux premières : d'après les autorités et les promoteurs du nucléaire, le nucléaire est un simple « choix technique », il n'y aurait pas de raison de vouloir le différencier des autres choix au sein du débat sur l'énergie. Examinons chacune de ces trois thèses.

Avant toute chose, évitons les faux procès : nous ne faisons pas ici le procès du nucléaire mais une analyse éthique et politique de l'accident de Tchernobyl et des conséquences qui en résultent pour l'usage de centrales nucléaires « civiles ». L'énergie des atomes est aussi source de vie, c'est elle qui alimente le soleil et la chaleur du sol (géothermie).

## I. Pouvons-nous éliminer l'erreur humaine ?

Il existe différentes théories sur l'origine de l'accident de Tchernobyl. On a évoqué une erreur de conception, des erreurs de procédure d'urgence, l'idéologie de toute-puissance soviétique qui aurait affaibli la vigilance des responsables, des ordres absurdes venant de la hiérarchie, la banqueroute d'un Empire soviétique épuisé par la course aux armements, des phénomènes mal connus à l'échelle atomique (les « monopôles magnétiques »)<sup>2</sup> etc. Chaque explication contient sans doute un peu de vérité.

La question que nous voudrions poser ici est la suivante : peut-on se garantir que ce genre de problème ? La réponse habituelle du système technicien est « oui ». C'est la thèse de « l'erreur

---

1 [http://www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/epr\\_1\\_4.htm](http://www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/epr_1_4.htm)

2 Guillaume Grandazzi, Frédérick Lemarchand et Galia Ackerman, *Les silences de Tchernobyl : l'avenir contaminé*, Autrement, mars 2006.

humaine ». L'être humain, faillible, est considéré comme étant à l'origine du problème. Le système technicien répond alors par un surcroît de systèmes mathématiques et automatiques, et il en déduit que l'invulnérabilité a été rétablie.

Cette argumentation pose plusieurs problèmes.

Tout d'abord, une machine infaillible supposerait que quelqu'un ait une connaissance complète du système. L'étude empirique des risques et des accidents majeurs enseigne au contraire que personne n'a de connaissance complète du système<sup>3</sup>. Ce que nous avons en réalité c'est une addition de connaissances distribuées qui se calent les unes sur les autres en permanence tant que le dialogue est maintenu tant que les personnes contribuent à un projet commun. Le juriste connaît le droit, le physicien le comportement de la matière etc. et le responsable politique est le coordonnateur central de tout ce monde. Le comportement de la machine comme de n'importe quelle institution résulte de l'ensemble de ces logiques différentes, parfois divergentes et parfois complémentaires.

D'ailleurs l'idée d'une « erreur humaine » à éliminer est surprenante dans son principe même. Comment les machines pourraient-elles être moins sujettes à l'erreur que celui qui les a conçues ? L'expérience permet certes d'apprendre de ses erreurs, mais en sport ou en guerre, chacun sait que l'analyse a posteriori des erreurs commises n'est pas une garantie absolue pour éviter une nouvelle défaite. Le bon général sait évaluer les chances de succès à l'aune du passé, mais il sait aussi qu'il doit saisir la nouveauté des situations. Les « leçons du passé » ne permettent pas de déduire des recettes infaillibles permettant de gagner les batailles à venir, l'exemple de la Ligne Maginot étant souvent cité comme l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire en la matière. Dans le domaine nucléaire, ce n'est pas ainsi que l'on procède. On fait des équations et on décrète que la défaite est devenue impossible.

L'exemple de Three Mile Island viendrait-il contredire cela ? D'après « La Gazette nucléaire »<sup>4</sup> l'histoire est plus rocambolesque que la DGEMP ne le laisse penser. En effet la procédure appliquée par l'opérateur lors de l'accident était conforme aux instructions mais... les instructions étaient erronées. Cette erreur dans les instructions d'urgence a compensé les conséquences de l'erreur de conception ayant provoqué l'accident... Les « faibles » conséquences de Three Mile Island semblent donc être dues plus à la chance qu'aux améliorations de sûreté - même si celles-ci existaient bel et bien. Quand bien même les instructions de TMI auraient été correctes *dans le cas précis de l'accident évoqué*, ceci ne remet pas en cause l'analyse qui précède.

Le discours sur l'élimination de l'erreur humaine par les mathématiques est faux sur le principe car il est basé sur une extrapolation illégitime des méthodes de physique expérimentale dans le domaine des organisations humaines. Le fonctionnement des machines ne se réduit pas à leur physique et leur fiabilité ne saurait être supérieure à celle des êtres qui la conduisent.

La DGEMP semble d'ailleurs se contredire. Elle affirme d'un côté que l'accident n'est pas possible, et de l'autre que la probabilité n'est pas nulle : « [...] *l'accident le plus grave qui pourrait arriver dans une centrale nucléaire française, la fusion du cœur regroupant les assemblages de combustibles nucléaires, a une probabilité de se produire estimée inférieure à 5 sur 100 000 par réacteur et par an. Dans les cas extrêmes, grâce à l'enceinte de confinement, les rejets dans l'atmosphère seraient très limités* ». « *Le cahier des charges de l'EPR impose à cet égard une probabilité de fusion du cœur inférieure à 1 sur un million par an* ».

Ce calcul des probabilités pose problème. Et si un avion tombait sur une centrale, par exemple ? Cette hypothèse a toujours existé mais elle est devenue particulièrement crédible depuis le 11 septembre 2001. Sans aller jusque-là, bien des indices montrent que des phénomènes mal maîtrisés dans le cœur comme en dehors de l'installation peuvent détruire l'enceinte :

---

3 R. Bell, *Les péchés capitaux de la haute technologie*, Paris, Seuil, 1998.

4 [www.dissident-media.org/infonucleaire/tmi.html](http://www.dissident-media.org/infonucleaire/tmi.html)

accumulation d'hydrogène, inondations, tremblements de terre etc.<sup>5</sup> D'ailleurs la législation prévoit ce cas : « *l'exploitant n'est pas responsable des dommages nucléaires causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection* »<sup>6</sup>. Comment peut-on établir des probabilités sur ces événements ? C'est impossible. L'accident finira donc par se produire. G. Charpak l'a lui-même reconnu récemment<sup>7</sup>.

L'action est toujours incertaine dans ses conséquences, comme l'a montré Hannah Arendt<sup>8</sup>. Cette incertitude est consubstantielle au politique et à la liberté. Le nucléaire, en voulant éliminer cette incertitude, cherche donc à éliminer le politique et la liberté. Son idéal est le mécanisme, à savoir que le comportement des personnes soit aussi inexorable que les phénomènes minéraux.

Cet idéal est-il compatible avec un état de paix ? Est-il compatible avec la vie démocratique ? Si l'on suit Hannah Arendt et sa définition de la liberté, la réponse est clairement : « non ». Le nucléaire « civil » présente toutes les caractéristiques du militaire, de l'autoritaire, et non du « civil ».

## II. Des conséquences limitées pour la société ?

Pouvons-nous au moins réussir à confiner l'industrie nucléaire, et l'empêcher de contaminer la société ? Cela impliquerait en particulier que la gestion des risques puisse rester dans le périmètre des sites de production. Pouvons-nous en être sûrs ? C'est ici que nous devons revenir l'accident de Tchernobyl lui-même.

Pour mémoire, rappelons que le réacteur n°4 de Tchernobyl, surnommé « Lénine », était flambant neuf, il n'avait que trois ans quand il est entré en fusion. Nous avons eu « de la chance » car le réacteur n°4 n'a pas connu d'explosion nucléaire, il est « simplement » entré en fusion. Cette éventualité ajoutée à la nécessité de réduire au plus vite l'intense dégagement de radioactivité a justifié l'envoi en urgence de 600 000 à 800 000 « liquidateurs » qui ont confiné la zone en fusion dans des délais aussi brefs que possible. La fusion a suffi à faire décoller le couvercle de béton de 2000 t du réacteur. L'accident a libéré une quantité de radioactivité des centaines de fois supérieure à Nagasaki et Hiroshima. Les liquidateurs meurent aujourd'hui de cette irradiation massive mais l'explosion nucléaire, dont les conséquences auraient été bien plus dramatiques, n'a pas eu lieu.

La plupart des commentateurs focalisent sur les rayonnements émis lors de l'accident. Les conséquences de l'accident auraient principalement été le fait de cette intense activité qui a duré quelques semaines. Ces rayonnements auraient été confinés par le sarcophage de béton et tout serait aujourd'hui fini.

C'est oublier que l'accident a libéré des quantités énormes de radionucléides - césium, strontium, plutonium, américium, technétium, plutonium pour les plus connus. D'abord déposés dans les écosystèmes au hasard des vents et des pluies, les radioéléments migrent ensuite dans l'environnement selon leurs propriétés physico-chimiques<sup>9</sup>. Les transuraniens comme le plutonium sont des métaux lourds qui s'accumulent dans les tissus. Le césium 137 s'accumule dans les organes vitaux via la chaîne alimentaire. Les mères ne peuvent pas faire autrement qu'empoisonner leurs enfants. La durée de vie de ces éléments varie entre quelques minutes et quelques millions d'années.

Les radionucléides sont comme de petits fusils mitrailleurs qui tirent au hasard. Lorsqu'ils sont hors de l'organisme, la peau arrête une bonne partie d'entre eux. Mais lorsqu'ils sont ingérés ou

---

<sup>5</sup> Voir la recension de toutes les failles par S. Lhomme, *Bientôt un Tchernobyl en France ?*, Yves Michel, 2006.

<sup>6</sup> Proposition de loi, janvier 2006 - <http://www.assembleenationale.fr/12/projets/pl2785.asp>

<sup>7</sup> G. Charpak, R.L. Garwin & V. Journé, *De Tchernobyl en Tchernobyls*, Paris, Odile Jacob, 2005.

<sup>8</sup> H. Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Seuil, 1958.

<sup>9</sup> [http://www.dissident-media.org/infonucleaire/faits\\_deran\\_tchernobyl.html](http://www.dissident-media.org/infonucleaire/faits_deran_tchernobyl.html)

inhalés, ils se retrouvent au contact des cellules. Celles-ci peuvent passer au travers des balles mais pas toujours. Elles peuvent être touchées à différents endroits : mitochondries, ADN etc. Il s'ensuit cancers, mutations génétiques, vieillissement accéléré, monstruosité etc. qui peut se transmettre de générations en générations.

C'est donc une population entière qui vit désormais dans des conditions hostiles, agressée jour après jour par des toxiques invisibles au comportement changeant. La radioactivité est partout et nulle part, mouvante, changeante, insidieuse, évolutive, elle rend la vie infernale. Cette situation concerne officiellement 7 à 9 millions de personnes qui vivent sur 155 000 km répartis sur trois pays, l'Ukraine, la Russie et le Bélarus.

Les partisans du nucléaire français ne se lassent pas de critiquer la mauvaise gestion de crise par l'Union Soviétique. Mais quels sont les éléments que nous pouvons réellement qualifier de spécifiquement « soviétiques » ?

Est-ce la qualité de la coordination ? P. Lagadec, fin observateur des situations de crise, affirme que les situations d'urgence connaissent des phases repérables, qu'elles soient soviétiques ou pas<sup>2</sup>. Tout d'abord, chacun se replie sur ses attributions et nie toute responsabilité dans l'événement. L'impuissance de tous conforte chacun et l'occurrence du mal paraît « naturelle », selon un phénomène largement analysé ailleurs par J.-P. Dupuy<sup>10</sup>. Chacun attend un miracle. Puis quelques-uns prennent l'initiative de mettre en place une cellule de crise, seul endroit capable de réaliser la synthèse. Les parties prétendant à l'expertise ne sont pas neutres, la menace d'être désigné comme le coupable plane en permanence. Pendant ce temps, les divers acteurs prennent des initiatives avec les connaissances dont ils disposent. Menacés dans leur existence, il serait stupide qu'ils restent à attendre sans rien faire. Ils peuvent aggraver la crise ou au contraire la circonscire. La « bunkérisation » des organisations, c'est-à-dire le repli de chacun sur ses strictes prérogatives, conduit au grippage des processus de décision. La crise d'aggrave d'autant plus que les responsables communiquent moins car ils ne permettent pas à la coordination collective de se restaurer.

En France, les différents plans d'urgence<sup>11</sup>, mis en place très tardivement, n'ont jamais été testés en vraie grandeur. Quelle est la validité des rares exercices effectués ? En admettant que l'on vienne à bout des innombrables défauts qu'ils ont mis à jour<sup>12</sup>, sont-ils seulement *représentatifs* de ce que serait la situation réelle ? Dans un accident réel, les gens se comporteraient-ils de la même manière que lors de l'exercice ? Pour le savoir, il faudrait pour cela *faire croire* à un accident réel, et non pas à un exercice. Cela n'a jamais été fait.

Ajoutons à cela que le management du nucléaire est déjà très critiquable. Robert Bell<sup>13</sup> a analysé plusieurs programmes de haute technologie (Eurotunnel, navette Challenger etc.) et a mis en évidence sept mauvaises pratiques à l'origine de leur échec. Le nucléaire est coupable d'au moins six d'entre eux : abolition des contrôles extérieurs, construction avant d'avoir achevé les tests (cas d'ITER en France<sup>14</sup>), mainmise des fournisseurs (l'insistance d'Areva et de la technocratie à trouver des débouchés pour éviter de perdre leur savoir-faire, l'incompréhension générale du public et des politiques en matière de nucléaire), non-partage des risques, technologie politicienne (au travers des liens avec d'anciennes familles industrielles voulant récupérer leur investissement et des syndicats rêvant encore de dominer la nature) et secret. Et il faudrait s'interroger sur le dernier péché, la fraude et la compromission.

---

2 O. Godard, C. Henry, P. Lagadec & E. Michel-Kerjan, *Traité des nouveaux risques*, Paris, Gallimard, coll. Folio-Actuel, 2002, pp.230-243.

10 J.-P. Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Seuil, 2005, p.27.

11 Le plan particulier d'intervention (PPI) et le plan d'urgence d'intervention (PUI) mis en œuvre par les préfetures.

12 Voir diverses coupures de journaux [http://www.dissident-media.org/infonucleaire/news\\_simu\\_ac.html](http://www.dissident-media.org/infonucleaire/news_simu_ac.html)

13 R. Bell, *Les péchés capitaux de la haute technologie*, Paris, Seuil, 1998.

14 Une dépêche de presse du 21 mai 2006 indiquait que l'on venait de trouver le moyen de construire les parois d'ITER. On est heureux de l'apprendre maintenant, alors... que sa construction est déjà décidée ! C'est dire le sérieux avec lequel cette décision a été prise... voir Le Figaro, 23 mai 2006.

Les différents éléments dont nous disposons pour évaluer la qualité de la coordination en cas d'accident majeur en France ne laissent donc pas penser que la situation serait très différente de ce qui s'est passé à Tchernobyl. L'envoi des « liquidateurs » a parfois été décrié comme un acte inhumain mais personne n'a jamais proposé d'autre solution qui auraient tenu compte des circonstances réelles dans lesquelles a eu lieu l'accident. Tout laisse penser, vingt ans plus tard, que cette décision était la meilleure. S'il est exact d'affirmer que l'accident a dépendu de circonstances locales, rien ne vient confirmer la thèse selon laquelle Tchernobyl a été *entièrement* dépendant des circonstances locales. Et il faut espérer que notre armée ira aussi se sacrifier sans hésiter...

Quelle que soit la gestion de crise, des radionucléides auront été relâchés dans l'environnement. Saura-t-on mieux les extraire ? Rien ne le laisse penser. Les radionucléides sont très nombreux. Ils varient fortement dans leurs propriétés chimiques et dans leur radioactivité est très variable en fonction des isotopes. Leur action mortelle est invisible et s'inscrit dans le temps long. Quel type de dépollution envisage-t-on ? Rien n'est dit à ce sujet par la DGEMP. Il s'agit pourtant d'une question cruciale.

Quand on regarde du côté de Tchernobyl, on ne peut qu'être inquiet. Les instruments de détection courants détectent les désintégrations mais ne permettent pas de dire de quel élément radioactif il s'agit. Ils ne détectent pas les radiations alpha, qui sont les plus dangereuses lors d'une ingestion ou d'une inhalation. Les méthodes de mise en évidence des radioéléments sont coûteuses. Elles ne peuvent guère être employées à grande échelle. Les méthodes de détection chimiques ne sont guère plus faciles à manipuler. Certains éléments tels que le plutonium ne peuvent pas être mis en évidence car les méthodes permettant leur détection sont classées secret défense<sup>15</sup>. Si les radionucléides étaient traités comme les polluants persistants organiques<sup>16</sup>, leur production devrait être interdite car la seule manière d'éviter la dissémination est de ne pas les produire.

L'accident possible avec le nucléaire, même occidental, est donc d'une magnitude que seuls les phénomènes naturels comme les tremblements de terre, les météores ou les éruptions peuvent égaler. Les ruptures de barrages disparaissent en quelques décennies et même AZF est très loin d'avoir le même pouvoir destructif. Même un tsunami a un potentiel de destruction inférieur, car il est très limité dans le temps.

Le choix de l'énergie nucléaire n'est donc pas un choix comme les autres. Il est le seul à faire basculer la société entière dans l'état d'urgence imminent, et cela de manière permanente. Bien sûr, nous pouvons l'ignorer. Comme le reconnaissait l'OMS en 1958, « *la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude* »<sup>17</sup>.

L'imminence du conflit exige de maintenir la société soit dans un état d'ignorance, soit dans un état de tension constante. La trop grande dépendance envers le pétrole peut nous mettre dans cette situation, mais nous pouvons aussi éviter cette situation en réduisant notre consommation. Dans le cas du nucléaire, c'est impossible. Il n'y a pas de limite au-delà de laquelle « trop » de nucléaire nous mettrait dans une situation d'urgence, la situation d'urgence existe avec la première mise en service et elle est permanente jusqu'à l'arrêt<sup>18</sup>. C'est aussi le cas de la bombe,

---

15 M. Meissonnier, F. Loore & R. Trilling, *Uranium appauvri, la guerre invisible*, Paris, Robert Laffont, 2001.

16 La Convention sur les POPs prévoit l'élimination progressive de ces polluants. <http://www.pops.int> Le plomb a récemment été interdit dans les appareils électriques et électroniques.

17 Organisation mondiale de la Santé, Rapport technique N° 151, Genève, 1958, page 50

18 Rappelons que nous ne nous intéressons pas, dans cet article, au cas des déchets proprement dits.

comme l'avait noté G. Anders<sup>19</sup>, et c'est là l'une des multiples parentés secrètes de la centrale « civile » avec elle. Avec le nucléaire « civil », nous sommes en état d'alerte permanent.

Cette situation est indépendante de l'intention individuelle, comme le remarquait Anders à propos de la bombe atomique<sup>20</sup> : à partir du moment où le réacteur existe, et donc qu'il *peut* entrer en service, la situation d'alerte est déclenchée. Les débats autour de l'intention sont donc de faux débats. Autrement dit, le nucléaire « capitaliste » ne sera guère différent du nucléaire « socialiste ». Il ne peut pas y avoir de programme politique basé sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, la situation, quand on la considère dans sa globalité, est d'emblée de type militaire. Le nucléaire véhicule avec lui, de manière intrinsèque, une situation d'exception. La seule inconnue est : « quand ? ».

Et cet état d'urgence imminent a des conséquences quotidiennes : restrictions des libertés publiques, classement secret défense d'informations banales que les transports de déchets ou de combustibles les informations sur le nucléaire en France soient aujourd'hui classées « secret défense », avec une menace de 5 ans d'emprisonnement et 50 000 euros d'amende pour qui y contreviendrait etc. A-t-on déjà vu la police débarquer chez soi parce qu'on a révélé à son voisin où est passé le camion de bûchettes de bois ? C'est pourtant ce qui se produit dans le cas du nucléaire. Des aspects anodins de la vie deviennent des situations considérées comme étant une menace pour la communauté toute entière.

Le risque nucléaire est et sera toujours un allié de choix pour les totalitarismes rampants. Les conséquences sécuritaires vont finalement bien au-delà des sites de production.

### III. Des responsables sans faille ?

De plus la DGEMP fait l'impasse sur l'enjeu *de savoir si les autorités trahiraient leur population ou pas* en cas de problème. Revenons vers Tchernobyl. Les diverses sources citées dans les notes de cet article ainsi que les associations de malades témoignent d'un large abandon des victimes par leurs gouvernements – qu'il soit russe, biélorusse ou ukrainien. On pourrait dire qu'il s'agit là encore de circonstances « soviétiques ». Mais hors des pays concernés, la réaction est connue : en France, le nuage s'est arrêté à la frontière. Dernièrement, le débat sur la construction de l'EPR a été lancé après la décision de construire le réacteur<sup>21</sup>. La transparence de l'information a été quasiment inversement proportionnelle au poids du lobby nucléaire dans les pays concernés<sup>22</sup>.

Le salut viendra-t-il des agences internationales ? L'Agence Internationale de l'Energie Atomique, agence au statut autonome, a en principe pour mission « *d'élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde* ». Cette agence a établi le bilan de Tchernobyl à 32 morts. Elle l'a récemment révisé et porté à 4000 morts. Cette estimation est établie sur des statistiques élaborées selon le modèle d'Hiroshima : dégâts de l'irradiation initiale, lors de l'explosion<sup>23</sup>. Elle néglige totalement les effets des radionucléides qui sont des « faibles doses » subies jour après jour par toute une population<sup>24</sup>. Un rapport commandé par les verts européens aboutit à 30 000 à 60 000 morts uniquement par cancer<sup>25</sup>. Le bilan sera vraisemblablement beaucoup plus lourd car la mort des radiations peut être très indirecte. La

---

19 « *L'existence de la bombe, c'est son utilisation* », G. Anders, *L'obsolescence de l'homme – sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002, p.285.

20 G. Anders, *ibid.*, p.284.

21 [www.debatpublic-epr.org](http://www.debatpublic-epr.org) et la loi d'orientation sur l'énergie

22 J.-P. Dupuy, *Tchernobyl, le sarcophage de l'humain*, *Ecologie & Politique*, pp.17-31.

23 W.Tchertkoff, *Le crime de Tchernobyl*, Actes Sud, 2006,

24 Wl. Tchertkoff, *ibid.*, pp.252-253.

25 I. Fairlie & A. Nyagu, *The Other Report on Tchernobyl*, Avril 2006.

question est complexe, d'un point de vue épidémiologique, mais extrêmement importante pour le retour d'expérience et la connaissance des risques.

Un tel problème ne pourrait-il être résolu par l'OMS, dont c'est la mission ? Mais l'OMS est tenue par l'AIEA par un ancien accord signé en 1959 qui prévoit une consultation réciproque pour la « *sauvegarde du caractère confidentiel de certains documents* », lorsqu'une organisation s'engage dans un domaine présentant « *un intérêt majeur pour l'autre partie* »<sup>26</sup>. L'OMS n'a jamais pu intervenir sur ce sujet.

Partout où l'industrie nucléaire était puissante, les autorités ont protégé... l'industrie nucléaire de la population, et non protégé les populations du nucléaire. Les autorités n'ont pas voulu reconnaître leurs erreurs et se sont enfermées dans le mensonge pour éviter d'être mises en cause. Les lampistes ont été les coupables tout désignés. Les contaminés, qui périssent aujourd'hui à petit feu, ont clairement été trahis par les autorités. Elles ont été trahies par leurs gouvernements – qu'il soit russe, biélorusse ou ukrainien. Elles ont été trahies par les autorités mondiales, qui cachent encore l'ampleur de la catastrophe.

Le sentiment est le même sur le plan financier. Légalement, la Convention de Paris a récemment porté le plafond de responsabilité de l'exploitant de 91 millions d'euros à un plancher de 700 millions d'euros, les législations nationales restant libres de fixer le plafond. La France semble vouloir fixer ce plafond au niveau du plancher<sup>27</sup>. Or quel est le coût estimé de Tchernobyl ? Des dizaines voire des centaines de milliards<sup>28</sup>... La réserve légale paraît anecdotique. Que doit-on penser d'autorités qui prennent cet enjeu aussi peu au sérieux ?

Le retour d'expérience sur le nucléaire indique clairement que les autorités ont rarement assumé les responsabilités qui étaient les leurs. Au contraire : elles ont maquillé les conséquences réelles et manipulé l'opinion. Comment être sûrs qu'elles ne recommenceraient pas en cas de nouvel accident ? Aucun élément ne vient l'étayer. Le fait de vouloir traiter le risque nucléaire comme un risque « comme les autres », le refus d'ouvrir un débat politique *avant* que les décisions soient prises, le classement « secret défense » d'informations importantes etc. viennent au contraire renforcer ce sentiment.

D'ailleurs vu les risques pris, qui endossera une telle responsabilité ? Qui pourrait nous garantir de l'absence d'une dictature dans les dix mille prochaines années ? Qui a l'audace de croire pouvoir l'endosser ? Celui ou celle qui croit pouvoir le faire ne tente-t-il pas de sauter au-dessus de son ombre ? Ne tente-t-il pas de se croire infallible, c'est-à-dire surhumain ? Seul Dieu, ou le Pape, sont infallibles. Comment qualifier celui ou celle qui se croit surhumains, alors qu'ils ne sont qu'humains ? Jonas disait qu'il s'agissait là d'une attitude inhumaine<sup>29</sup>.

La militarisation de la société, pour n'être aujourd'hui que virtuelle, n'en est pas moins réelle. L'armée a au moins l'avantage d'avoir un sens du sacrifice que les civils ont rarement, c'est d'ailleurs dans cet unique but qu'elle existe. Reste à savoir au service de qui elle mettra sa puissance... Le résultat est une nouvelle fois de tuer la liberté.

Savoir qui décide des risques et qui les hiérarchise n'est pas une question annexe mais *la question politique* fondamentale. Un régime démocratique se reconnaît à ce qu'il établit cette hiérarchie de manière ouverte et que les risques sont pris en commun. Au contraire les régimes autoritaires et totalitaires laissent de petites minorités décider pour toute la société – et ces régimes n'hésitent pas à sacrifier une partie de leur population pour leurs rêves de puissance. Le système technique devient alors la marque d'une religion : des valeurs réifiées, présentées

---

26 <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/07/MARIGNAC/14011> - juillet 2000

27 <http://www.assembleenationale.fr/12/projets/pl2785.asp>

28 AIEA, *Chernobyl's legacy : health, environmental and socio-economic impacts*, 2005.

29 H. Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris, Cerf, 1979.



comme « objectives », « naturelles » et indiscutables. Le nucléaire cherche à se présenter comme inexorable et opte pour une politique du fait accompli.

#### IV. Sortir du nucléaire, rouvrir l'avenir

La puissance nucléaire en fait une technologie d'exception. Cette situation d'exception est structurellement incompatible avec l'exercice de la liberté – et le gouvernement démocratique. Cette situation n'est pas propre au nucléaire : elle est propre à toutes les sources de grande puissance – que cette puissance soit obtenue par la physique ou par la discipline. C'est d'ailleurs là un principe libéral bien connu : la liberté n'existe qu'à condition d'éviter la concentration de pouvoir. Ceci nous montre au passage que le néolibéralisme actuel n'a plus rien à voir avec le libéralisme politique qui a émergé avec la mort de l'Ancien Empire.

Le choix du nucléaire « civil » devrait donc être un choix d'exception. Le seul cas dans lequel des moyens nous mettant en situation d'exception peuvent être choisis, c'est que la situation soit réellement exceptionnelle. Que la menace soit pire que le moyen utilisé pour y faire face. Or il n'en est rien. L'énergie nucléaire va-t-elle nous sauver des changements climatiques ? Non, le recours au nucléaire en France n'éviterait qu'une petite partie des émissions de CO<sub>2</sub> avec l'inconvénient d'empêcher d'autres investissements et de prendre des marchés aux renouvelables<sup>30</sup>. 85% de l'énergie consommée en France est d'origine fossile, le nucléaire ne produit que de l'électricité et son marché potentiel est limité. Cette électricité peut aussi être produite par les renouvelables, dans les mêmes proportions, sans le moindre risque pour la démocratie<sup>31</sup>. Si les Français ne veulent pas d'éoliennes dans leur paysage, ils auront simplement moins d'énergie – le choix est clair et il est possible de le décider de manière démocratique. Le nucléaire joue à fond sur le NIMBY pour refuser les renouvelables et les grasses subventions locales pour pérenniser les sites nucléaires actuels. C'est le système nucléaire qui va être fragilisé par les changements climatiques et les troubles divers qui s'annoncent dans le domaine de l'énergie, et avec lui toute la société, et non l'inverse.

Le pire est que cet état d'exception n'est pas une contrainte venant d'une agression extérieure : c'est un choix « civil », fait en période de paix ! La récupération de l'enjeu climatique à des fins purement corporatistes de promotion du nucléaire est odieuse. De chaque côté, des millions de morts en suspens. Le tortionnaire est celui ou celle qui refuse d'ouvrir la porte qui donne sur la solution qui permettrait de réduire considérablement les deux maux.

L'humanité voudrait qu'on évite de genre de situation au lieu de s'en nourrir pour renforcer son pouvoir. Si « gouverner, c'est prévoir » alors le premier devoir du responsable politique est d'éviter ce genre de situation dans lesquelles apparaît ce que J.-P. Dupuy appelle le « mal systémique »<sup>32</sup>. Cela n'a rien d'une fatalité. Si la civilisation se mesure au « *respect des êtres et des objets dont [les membres d'un groupe humain] sont capables* »<sup>33</sup>, alors l'élimination du feu nucléaire, sous toutes ses formes, représente un enjeu décisif de tout progrès possible.

Pour les sauver, nous n'avons pas besoin de plus d'énergie mais de moins d'énergie. Si nous croyons en l'humanisme, en la civilisation, en l'humanisme, alors nous avons *besoin* de moins d'énergie. Le « moins d'énergie » résulte directement de la prise au sérieux des problèmes posés par l'industrialisme : agriculture devenue destructrice des milieux, urbanisation sans limites, déforestation, accumulation colossale de pouvoir en quelques mains etc. Cela n'est possible que grâce à l'absence de limites à « l'accumulation » - de pouvoir, d'énergie !

---

30 P. Radanne, *La division par 4 des émissions de gaz à effet de serre en France*, MIES, 2004. Le bilan carbone des centrales nucléaires n'est pas nul et le « retour énergétique » est incertain car le démantèlement n'est pas maîtrisé.

31 <http://www.espace-eolien.fr/Eolien/50twh.htm> et le reste en solaire. Voir aussi [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)

32 J.-P. Dupuy, *op. cit.*, 2005.

33 <http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Civilisation>

La limite est une libération car elle seule ouvre le chemin de l'Autre. Au contraire l'illimité débouche sur la violence, sur l'*hybris*. Voilà une antique leçon à réactualiser d'urgence ! La décroissance est une conséquence de la réhabilitation de la limite en tant qu'émancipatrice. Elle est un signe d'un timide retour de la civilisation au sein du « déferlement technologique »<sup>34</sup>. Elle est la condition nécessaire, mais non suffisante, d'un retour de l'humanisme.

---

34 Pour reprendre la belle formule de Michel Tibon-Cornillot.